

---

**Pièces jointes au dossier de demande  
d'enregistrement d'une installation  
classée pour la protection de  
l'environnement**

**PIECE JOINTE N° 6**

**Justification du respect des  
prescriptions générales**

---

**Rubrique 1510 – bâtiment existant**

---

Version 1  
20/08/2021



**IMMALDI ET COMPAGNIE**



Demandeur :  
IMMALDI ET COMPAGNIE  
PARC D'ACTIVITES DE LA GOELE  
13 RUE CLEMENT ADER  
77230 DAMMARTIN EN GOELE

---



Etablissement faisant l'objet de la demande :  
IMMALDI ET COMPAGNIE  
Rue du Moutier  
51390, GUEUX

---

## SOMMAIRE

<b>1. RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES 1510 DECLARATION</b>	<b>3</b>
--	----------

## 1. RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES 1510 DECLARATION

---

Le respect des prescriptions générales définies par l'arrêté du 11 avril 2017 aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 (entrepôts couverts) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est présenté dans un tableau en pages suivantes.

Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.

L'analyse de conformité du bâtiment existant a été réalisée conformément à l'Annexe VI : Dispositions applicables aux installations existantes soumises à déclaration.

*\*le cas échéant :*

Les demandes d'aménagement à ces prescriptions générales font l'objet de l'Annexe 7 pièce jointe n° 7 du dossier d'Enregistrement\*

\*L'analyse de conformité a été réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié pour le bâtiment existant.

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<b>1. Dispositions générales</b>			
<b>1.1. Conformité de l'installation</b>			
<p><i>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.</i></p>	Aucun	<p>Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.</p> <p>Dans le cadre du projet d'extension, le bâtiment sera soumis au régime de l'Enregistrement.</p> <p>Le volume du bâtiment sera de <b>313.267,13 m<sup>3</sup> pour une quantité de matières combustibles stockées &gt; 500 t.</b></p>	C
<b>1.2. Contenu du dossier</b>			
<p><i>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</i></li> <li>- <i>ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</i></li> <li>- <i>l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</i></li> <li>- <i>la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</i></li> <li>- <i>les différents documents prévus par le présent arrêté.</i></li> </ul> <p><i>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>	Aucun	Le dossier est tenu à jour.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers	Aucun	Non applicable	SO
<b>1.3. Intégration dans le paysage</b>			
L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.	Aucun	IMMALDI ET COMPAGNIE veille au maintien en état de propreté de l'ensemble du site, extension comprise.	C
<b>1.4. Etat des matières stockées</b>	Aucun		
I. Dispositions applicables aux installations à <u>enregistrement</u> et autorisation		<b>Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.</b>	SO
II. Dispositions applicables aux installations à déclaration : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.		L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Il est géré informatiquement en fonction des réceptions. De plus, l'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.	C
<b>1.5. Dispositions en cas d'incendie</b>	Aucun		
En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.		Un PDI sera mis en œuvre pour l'ensemble du site	C
En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin		En cas de sinistre, la société IMMALDI ET COMPAGNIE réalisera le diagnostic environnemental imposé par la réglementation.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<i>d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.</i>			
<b>1.6. Eau</b>			
<b>1.6.1. Plan des réseaux</b>			
<i>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</i>		Les canalisations sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.	C
<p><i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</i></p> <p><i>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p><i>Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</i></p>	Schéma des réseaux et plans des égouts comprenant les différents points prévus	Le schéma des réseaux contient l'ensemble de ces informations.	C
<b>1.6.2. Entretien et surveillance</b>			
<p><i>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</i></p>		Pas d'eaux industrielles : eaux usées des sanitaires et des lavages des sols, collectées dans le réseau des eaux usées.	C
<p><i>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</i></p>	Description des choix réalisés pour isoler les réseaux d'eaux industrielles et éviter les retours de produits	Le réseau est pourvu d'un disconnecteur.	C
<p><i>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</i></p>		Vérification périodique annuelle mises en œuvre.	C
<b>1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</b>			
<p><i>Les effluents rejetés sont exempts :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de matières flottantes ;</li> </ul>	Aucun	De par son activité d'entrepôt, les effluents sont limités: - aux eaux pluviales de voirie	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li> <li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- - aux eaux sanitaires des bureaux et locaux sociaux;</li> <li>- - aux eaux pluviales de toiture.</li> <li>- Les eaux pluviales de voirie seront traitées avant rejet au réseau collectif par un séparateur hydrocarbure.</li> </ul>	
<p><b>1.6.4. Eaux pluviales</b></p>			
<p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p>		<p>Les eaux de pluie de la toiture existante sont déversées dans le bassin incendie existant d'un volume de 800 m<sup>3</sup>. Le bassin incendie se déverse dans la zone d'infiltration existante.</p> <p>Les eaux pluviales de la voirie sont rejetées dans un bassin tampon de la commune, au nord-ouest du terrain (côté RD 26).</p> <p>Avant rejet de ces eaux pluviales et le raccordement au réseau public, elles sont traitées par le séparateur à hydrocarbures existant, situé sur le site de la société ALDI.</p>	C
<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>		<p>Les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales sont de type séparatif.</p>	C
<p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit</p>	<p>Description du dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et positionnement sur un plan</p> <p>Note justifiant le bon dimensionnement des séparateurs</p>	<p>Le dispositif d'assainissement existant est basé sur une séparation stricte des EU et des EP.</p> <p>Le site existant est raccordé au réseau public EU, les installations sanitaires créées dans le cadre du projet seront raccordées sur ce même réseau de rejet.</p> <p>A ce jour, le bâtiment existant collecte ses eaux pluviales de toiture dans le bassin incendie existant (800 m<sup>3</sup>). Lorsque celui-ci est plein, ces eaux</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>		<p>dirigées vers la zone d'infiltration existante de 980 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries sont rejetées dans le réseau public de la commune après passage par séparateur à hydrocarbures au débit autorisé.</p> <p>Concernant le rejet des eaux pluviales, l'exploitant a pris contact avec le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>	
<p><b>1.6.5. Eaux domestiques</b></p>			
<p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative.</p> <p>Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	Plan des réseaux	<p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative.</p> <p>Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	C
<p><b>1.7. Déchets</b></p>			
<p><b>1.7.1. Généralités</b></p>			
<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul>	Dispositions mises en place	<p>Les déchets du site font l'objet d'un tri spécifique en fonction de leur nature et des filières de valorisation retenues</p>	C
<p><b>1.7.2. Stockage des déchets</b></p>			
<p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>		<p>Le stockage s'effectue dans des bennes étanches avant évacuation vers les filières spécifiques.</p>	C



PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<b>1.7.3. Gestion des déchets</b>			
Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.		Le traitement des déchets est réalisé dans des filières adaptées Un registre des déchets est établi par l'exploitant. Aucun brûlage à l'air libre ne sera effectué sur le site.	C
<b>1.8. Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration</b>			
Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement, les installations soumises à déclaration respectent les dispositions suivantes :		.sans objet	SO
<b>1.8.1. Contrôle périodique</b>			
L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par <a href="#">les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement</a> . Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, lorsqu'elles lui sont applicables. Ils sont listés <a href="#">en annexe III du présent arrêté</a> . Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à <a href="#">l'article R. 512-59-1</a> sont repérées dans <a href="#">l'annexe III</a> par la mention : « le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ». L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au présent point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.		Le bâtiment existant est soumis au régime de la déclaration. Néanmoins, dans le cadre du projet d'extension, l'ensemble du bâtiment sera soumis au régime de l'Enregistrement. Il ne sera donc plus soumis au contrôle périodique.	SO
<b>1.8.2. Modifications</b>			
Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration en application de <a href="#">l'article R. 512-54</a> .		Le bâtiment existant est soumis au régime de la déclaration. <b>Néanmoins, l'ensemble du bâtiment sera soumis au régime de l'Enregistrement avec le projet d'extension.</b> Un dossier d'Enregistrement ICPE sera déposé en Préfecture.	SO
<b>1.8.3. Contenu de la déclaration</b>			
La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.		Le bâtiment existant est soumis au régime de la déclaration.	SO

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
		Néanmoins, l'ensemble du bâtiment sera soumis au régime de l'Enregistrement avec le projet d'extension.	
<b>1.8.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</b>			
<p><i>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à <a href="#">l'article L. 511-1 du code de l'environnement</a>.</i></p> <p><i>Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</i></p>		<p>Le bâtiment existant est soumis au régime de la déclaration.</p> <p>Néanmoins, l'ensemble du bâtiment sera soumis au régime de l'Enregistrement avec le projet d'extension.</p>	SO
<b>1.8.5. Changement d'exploitant</b>			
<p><i>Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.</i></p>		<p>Le bâtiment existant est soumis au régime de la déclaration.</p> <p>Néanmoins, l'ensemble du bâtiment sera soumis au régime de l'Enregistrement avec le projet d'extension.</p>	SO
<b>1.8.6. Cessation d'activité</b>			
<p><i>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci. La notification de l'exploitant indique notamment les mesures de mise en sécurité du site et de remise en état prévues ou réalisées.</i></p>		<p>Le bâtiment existant est soumis au régime de la déclaration.</p> <p>Néanmoins, l'ensemble du bâtiment sera soumis au régime de l'Enregistrement avec le projet d'extension.</p>	SO
<b>2. Règles d'implantation</b>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	
<b>3. Accessibilité</b>			
<b>3.1. Accessibilité au site</b>			
<p><i>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</i></p>	Localiser les accès sur un plan.	<p>Le site dispose en permanence d'un accès aux services de secours.</p> <p>Des panneaux accès Sapeurs-pompiers et arrêt/stationnement interdit sont implantés.</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
		Les différents accès existants et prévus sont détaillés dans le rapport du dossier d'Enregistrement.	
<i>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation <b>stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</b></i>	Fournir un plan de stationnement	Un parking VL sera aménagé et n'empêchera pas l'accès des engins de secours.	C
<i>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</i>		Le site disposera en permanence d'un accès aux services de secours  - Accès PL : L'accès restera comme existant – côté extension une zone de retournement sera créée. - Accès VL : L'accès reste comme existant – un accès supplémentaire est prévue pour le parking VL) – le personnel entre par la zone locaux sociaux (entrée supplémentaire )	C
<b>3.2. Voie « engins »</b>		<i>Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.</i>	
<b>3.3. Aires de stationnement</b>		<i>Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.</i>	
<b>3.4. Accès aux issues et quais de déchargement</b>			
<i>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</i>	Sur une carte localiser les accès et les rampes dévidoir.	Voir le plan en Annexe 18 – Plan de masse-Installations pompier	C
<i>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</i>			C
<i>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</i>		Les deux cellules de l'entrepôt existant disposent de nombreux accès judicieusement répartis sur toutes les façades d'une largeur d'une UP (90 cm) auxquels on accède facilement depuis la bordure voie engins stabilisé depuis la voie engins (issues de secours) mais ceux-ci ont une largeur inférieure à 1,8 m. Ce cheminement d'accès est utilisable et praticable pour une LDT ou équivalent.	Demande de dérogation

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
		La demande de dérogation est détaillée dans l'annexe 7 PJ n°7 du présent dossier d'Enregistrement.	
<i>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, l'alinéa précédent n'est pas applicable.</i>		Toutes les issues de la cellule débouchent directement en façade (côté quai de chargement et côté voie engin dédiée)	C
<p><i>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</i></p> <p><i>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</i></p>			C
<b>3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours</b>			
<p><i>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;</li> </ul> <p><i>Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</i></p>	Plan de l'installation	Les documents seront tenus à jour et tenus à la disposition des secours, et annexés au PDI.	C
<b>4. Dispositions constructives</b>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	
<b>5. Désenfumage</b>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	
<b>6. Compartimentage</b>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	
<b>7. Dimensions des cellules</b>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<b>8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles</b>			
<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p>	<p>Emplacement des matières dangereuses envisagées, le cas échéant Aménagements spécifiques prévus pour le stockage des matières dangereuses, le cas échéant</p>	<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule.</p>	C
<p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ». Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>		<p>Les matières dangereuses sont stockées au sein du bâtiment existant. Le stockage de ces matières respecte l'ensemble des prescriptions. Une rétention sera mise en œuvre soit par des bacs métalliques disposés en pied de rayonnage à palette au droit de l'entreposage des liquides dangereux, soit par une rétention en périphérie de la zone de stockage « grillagée ».</p>	C
<b>9. Conditions de stockage</b>			
<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage</p>	Aucun	<p>Une distance minimale sera maintenue entre le stockage et la base de la toiture ou plafond</p>	C
<p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>		<p>Aucun stockage en vrac n'est présent dans l'entrepôt.</p>	SO
<p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p>		<p>Le stockage effectué en masse respecte les caractéristiques du présent point.</p>	C
<p>« La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p>		<p>Le stockage des matières dangereuses s'effectue au sein du bâtiment existant. Celui-ci n'excède pas la hauteur de 5 m de stockage.</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li> <li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li> <li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;</li> <li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul>			C
<p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins <a href="#">des rubriques 2662 ou 2663</a>, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>		Aucun stockage en mezzanine.	C
<p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. « Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p>		Disposition applicable à compter du 1er janvier 2023.	SO
<p>Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>		Disposition applicable à compter du 1er janvier 2026.	SO
<b>10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux</b>		<b>Point 10 spécifique</b>	
<p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul>	<p>Indication des aires et locaux susceptibles d'être concernés, le reste sera vérifié en inspection</p> <p>Note de calcul du volume de confinement nécessaire</p>	Une rétention répondant aux exigences de ce point est mise en place.	C
<p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec</p>			C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><i>un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de liquides inflammables. Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</i></p>			
<p><b>11. Eaux d'extinction incendie</b></p>		<p>Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.</p>	
<p><b>12. Détection automatique d'incendie</b></p>		<p>Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.</p>	
<p><b>13. Moyens de lutte contre l'incendie</b></p>			
<p><i>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</i>  <i>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</i>  <i>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</i>  <i>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</i>  <i>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</i>  <i>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</i></p>	<p>Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux et réserves éventuelles  Mesures prises pour assurer la disponibilité en eau  Note de dimensionnement du ou des bassins  Règles appliquées selon la D9 ou étude spécifique si la règle n'est pas complètement appliquée.  Le cas échéant, plan de situation des bassins utilisés pour le recyclage de l'eau et du positionnement des aires de stationnement des engins  Nature des engins d'extinction et nombre d'extincteurs prévus. Le reste des dispositions sera contrôlé en inspection</p>	<p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <p>Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum.</p>	<p>C</p>
<p><i>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</i></p>		<p>Des extincteurs sont répartis et adaptés au risque à circonscrire.</p>	<p>C</p>

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;		Des robinets d'incendie armés, sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.	C
« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.			SO
<p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>		<p>Les besoins en eau calculés à partir de la D9 sont de 630 m<sup>3</sup>/h</p> <p>Le volume a été calculé selon le document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2020) dont le résultat est :</p> <p>Débit requis d'extinction nécessaire : 630 m<sup>3</sup>/h Volume à mettre en rétention : 3160 m<sup>3</sup></p> <p>Le détail du calcul du besoin en eau figure en annexe 11.</p>	C
En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.		L'ensemble de ces éléments vous seront transmis au plus tard 3 mois après le début d'exploitation du site après extension.	C
L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.		Un plan localisant l'ensemble de ces points d'eau incendie a été transmis au SDIS.	C
L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.		Des téléphones sont à disposition dans l'entrepôt	C
En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de		Le système d'extinction automatique est dimensionné et implanté en accord avec l'assureur de l'exploitant.	C



PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<i>l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</i>			
<i>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</i>		<p>Non concerné : Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre du projet d'extension, l'entrepôt sera soumis au régime de l'Enregistrement ICPE et l'exploitant réalisera un exercice de défense incendie dans le trimestre qui suivra le début d'exploitation.</p>	C
<i>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</i>		Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, recevront une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.	C
<b>14. Evacuation du personnel</b>		<b>Point spécifique</b>	
<i>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</i>		<p>Un exercice d'évacuation incendie est réalisé tous les 6 mois au sein du bâtiment existant.</p> <p>Il en sera de même avec l'extension.</p>	C
<b>15. Installations électriques et équipements métalliques</b>		<b>Point spécifique : sauf alinéa 2 et 4</b>	
<i>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</i>		L'interrupteur permettant de couper l'alimentation générale de la cellule sera situé à proximité d'une issue	C
<i>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</i>		<p>Le local transformateur existant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des parois REI120</li> <li>• Des portes EI2 120C munies d'un ferme-porte.</li> </ul>	C
<b>16. Eclairage</b>			
<i>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</i>		L'éclairage est e type électrique.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p>		Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.	C
<p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>	Matériaux prévus	Le bâtiment existant utilise un éclairage électrique de type LED.	C
<p><b>17. Ventilation et recharge de batteries</b></p>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	
<p><b>18. Chauffage</b></p>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	
<p><b>19. Nettoyage des locaux</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	Exigences retenues à la lumière des risques pouvant exister	Le nettoyage des locaux est réalisé à l'aide d'une balayeuse. Celle-ci est déployée quotidiennement. Les locaux sont également nettoyés avec de l'eau.	C
<p><b>20. Travaux de réparation et d'aménagement</b></p>			
<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa « point 3.5 », les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p>	Aucun	Les Procédures de permis de feu et de plan de prévention sont mises en place au sein du site avec mode opératoire et ronde en fin de travaux conformément aux exigences mentionnées dans ce point.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>			
<p><b>21. Consignes</b></p>			
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li> <li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li> <li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>	<p>Liste des consignes prévues</p>	<p>Toutes les procédures et consignes sont mises en place pour l'exploitation du site.</p>	<p>C</p>
<p><b>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</b></p>			

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><i>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</i></p> <p><i>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</i></p> <p><i>L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.</i></p>	<p>Mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p>	<p>L'exploitant sera en charge de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (tenue d'un registre de vérifications) et de la mise en place de mesures de réduction du risque incendie en cas d'indisponibilité du système de sprinklage : pas de travaux prévus pendant les périodes de maintenance, interdiction donc de délivrance de permis de feu et mise en place de rondes. Les opérations d'entretien et de maintenance des installations seront réalisées conformément aux prescriptions minimales d'entretien fixées par les fournisseurs de chaque équipement et/ou les référentiels en vigueur.</p>	<p>C</p>
<p><b>23. Plan de défense incendie</b></p>			
<p><i>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</i></p> <p><i>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</i></p> <p><i>Le plan de défense incendie comprend :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> </ul>	<p>Le cas échéant, plan de défense incendie.</p>	<p>Un Plan de Défense Incendie sera établi par la société IMMALDI ET COMPAGNIE pour l'ensemble de la plateforme (existant + extension).</p>	<p>C</p>

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</p> <p>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</p> <p>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</p> <p>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</p> <p>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</p> <p>- les mesures particulières prévues au point 22.</p> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <p>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</p> <p>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</p> <p>- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits</p>			

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>									
<p>dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>												
<b>24. Bruits</b>												
<b>24.1. Valeurs limites de bruit</b>												
<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</li> <li>- zones à émergence réglementée ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> <li>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li> </ul> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="138 954 1052 1300"> <thead> <tr> <th data-bbox="138 954 459 1129">NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th data-bbox="459 954 779 1129">ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th> <th data-bbox="779 954 1052 1129">ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="138 1129 459 1230">Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="459 1129 779 1230">6 dB (A)</td> <td data-bbox="779 1129 1052 1230">4 dB (A)</td> </tr> <tr> <td data-bbox="138 1230 459 1300">Supérieur à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="459 1230 779 1300">5 dB (A)</td> <td data-bbox="779 1230 1052 1300">3 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	Aucun	<p>Des mesures bruits ont été réalisées. Les résultats en limite de propriété et en Zone d'émergence réglementée sont conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>Une non-conformité a été relevée en limite de propriété ou le niveau sonore est à 62,5 dB au lieu des 60 dB réglementaire.</p> <p>Voir rapport en Annexe 9.f</p>	C
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)										
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)										

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><i>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</i></p>			
<p><b>24.2. Véhicules. - Engins de chantier</b></p>			
<p><i>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</i></p> <p><i>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</i></p>	Engins prévus	L'exploitant respectera ces dispositions.	C
<p><b>24.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</b></p>			
<p><i>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</i></p> <p><i>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</i></p> <p><i>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</i></p>	Aucun	<p>Une mesure de bruit a été réalisée en limite de propriété et en ZER le 29 et 30 juin 2021 sur site. Les résultats sont conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>Une non-conformité a été relevée en limite de propriété ou le niveau sonore est à 62,5 dB au lieu des 60 dB réglementaire.</p>	C
<p><b>25. Surveillance</b></p>			
<p><b>25. Surveillance et contrôle des accès</b></p> <p><i>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</i></p> <p><i>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</i></p>	Description du système de surveillance	<p>Le site est exploité de 2h à 22h. En dehors des heures d'exploitation des rondes sont effectuées ponctuellement par un gardien.</p> <p>Le bâtiment est télé-surveillé en permanence.</p>	C
<p><b>26. Remise en état après exploitation</b></p>			
<p><i>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconfort. En particulier :</i></p> <p><i>- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</i></p>		NON CONCERNE – Site en exploitation	SO

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.			
<b>27. Dispositions spécifiques applicables aux cellules et chambres frigorifiques</b>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	
<b>28. Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles</b>		Point non applicable. Le bâtiment existant a fait l'objet d'une déclaration en date du 17 juillet 2003 et est soumis au régime de la déclaration 1510.	

<sup>(1)</sup> selon le tableau disponible sur le site internet [aida.ineris.fr](http://aida.ineris.fr)

<sup>(2)</sup> C = conforme, NC = non conforme, SO = sans objet



---

**Pièces jointes au dossier de demande  
d'enregistrement d'une installation  
classée pour la protection de  
l'environnement**

**PIECE JOINTE N° 6**

**Justification du respect des  
prescriptions générales**

---

**Rubrique 1510 - Extension**

---

Version 1  
04/08/2021



**IMMALDI ET COMPAGNIE**



Demandeur :  
IMMALDI ET COMPAGNIE  
PARC D'ACTIVITES DE LA GOELE  
13 RUE CLEMENT ADER  
77230 DAMMARTIN EN GOELE

---



Etablissement faisant l'objet de la demande :  
IMMALDI ET COMPAGNIE  
Rue du Moutier  
51390, GUEUX

---

# SOMMAIRE

## 1. RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES 1510 ENREGISTREMENT

3

## 1. RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES 1510 ENREGISTREMENT

---

Le respect des prescriptions générales définies par l'arrêté du 11 avril 2017 aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 (entrepôts couverts) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est présenté dans un tableau en pages suivantes.

*\*le cas échéant :*

Les demandes d'aménagement à ces prescriptions générales font l'objet de l'Annexe 7 pièce jointe n° 7 du dossier d'Enregistrement\*

\*L'analyse de conformité a été réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié pour l'extension prévue.

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<b>1. Dispositions générales</b>			
<b>1.1. Conformité de l'installation</b>			
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.	Aucun	L'installation sera implantée, réalisée et exploitée conformément au dossier de demande d'enregistrement, et à l'arrêté préfectoral d'enregistrement.	C
<b>1.2. Contenu du dossier</b>			
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	Aucun	Le dossier sera tenu à jour.	C
<b>1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers</b> Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.	Aucun	Le site sera soumis au régime de l'Enregistrement Le volume de entrepot sera de <b>313.267,13 m<sup>3</sup></b>	SO
<b>1.3. Intégration dans le paysage</b>			
L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.	Aucun	IMMALDI ET COMPAGNIE veillera au maintien en état de propreté de l'ensemble du site, extension comprise.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>			
<p><b>1.4. Etat des matières stockées</b></p>	Aucun		
<p>I. Dispositions applicables aux installations <u>à enregistrement</u> et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p>		L'état des stocks sera disponible sous format informatique en temps réel et gérés au jour le jour, en fonction des réceptions.	C
<p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>		L'état des stocks détaillera les différentes familles de produits dangereux, selon les prescriptions de l'arrêté.	C
<p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>		Un état synthétique sera établi et tenu à jour.	C
<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>		L'état des stocks sera accompagné d'un plan des zones de dangers.	C
<p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.</p>		La mise à jour de l'état des stocks des matières dangereuses, liquides, et solides liquéfiables, sera a minima quotidienne.	C
<p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>		Inventaire annuel.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<i>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</i>		Un Plan de défense incendie sera réalisé ultérieurement par l'exploitant. Celui-ci intégrera l'état de matières stockées.	C
<i>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</i>		Les FDS seront tenues à disposition sur site.	C
<del><i>II. Dispositions applicables aux installations à déclaration : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</i></del>		Non concerné : site classé à enregistrement.	SO
<b>1.5. Dispositions en cas d'incendie</b>	Aucun		
<i>En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.</i>		Un PDI sera mis en œuvre pour l'ensemble du site	C
<i>En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.</i>		En cas de sinistre, la société IMMALDI ET COMPAGNIE réalisera le diagnostic environnemental imposé par la réglementation.	C
<b>1.6. Eau</b>			
<b>1.6.1. Plan des réseaux</b>			
<i>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</i>		Les canalisations seront accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.	C
<i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ;</i>	Schéma des réseaux et plans des égouts comprenant les différents points prévus	Voir Plan fourni en Annexe 3	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</p> <p>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p> <p>Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p>			
<p><b>1.6.2. Entretien et surveillance</b></p>			
<p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p>		<p>Pas d'eaux industrielles : eaux usées des sanitaires et des lavages des sols, collectées dans le réseau des eaux usées.</p>	C
<p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p>	<p>Description des choix réalisés pour isoler les réseaux d'eaux industrielles et éviter les retours de produits</p>	<p>Le réseau sera pourvu d'un disconnecteur.</p>	C
<p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>		<p>Vérification périodique annuelle sera mise en œuvre.</p>	C
<p><b>1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</b></p>			
<p>Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de matières flottantes ;</li> <li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li> <li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul>	<p>Aucun</p>	<p>De par son activité d'entrepôt, les effluents sont limités:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- - aux eaux pluviales de voirie</li> <li>- - aux eaux sanitaires des bureaux et locaux sociaux;</li> <li>- - aux eaux pluviales de toiture.</li> <li>- Les eaux pluviales de voirie seront traitées avant rejet au réseau collectif par un séparateur hydrocarbure.</li> </ul>	C
<p><b>1.6.4. Eaux pluviales</b></p>			
<p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p>		<p>Les eaux pluviales des toitures de l'extension seront collectées dans le bassin incendie (500 m<sup>3</sup>) créé au Nord de la parcelle. Lorsque celui-ci sera plein, les EP seront dirigées vers la nouvelle zone d'infiltration (800 m<sup>3</sup>) créée à l'Est de l'extension.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries seront rejetées dans le réseau public de la commune après passage par séparateur à hydrocarbures au débit autorisé.</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>		<p>Les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales sont de type séparatif.</p> <p>Le nouveau bâtiment sera construit et respectera les prescriptions concernant la gestion des eaux</p>	C
<p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>	<p>Description du dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et positionnement sur un plan</p> <p>Note justifiant le bon dimensionnement des séparateurs</p>	<p>Le dispositif d'assainissement existant est basé sur une séparation stricte des EU et des EP.</p> <p>Le projet d'extension ne produira pas d'eaux de process.</p> <p>Le site existant est raccordé au réseau public EU, les installations sanitaires créées dans le cadre du projet seront raccordées sur ce même réseau de rejet.</p> <p>A ce jour, le bâtiment existant collecte ses eaux pluviales de toiture dans le bassin incendie existant (800 m3), Lorsque celui-ci est plein, ces eaux dirigées vers la zone d'infiltration existante de 980 m3.</p> <p>Les eaux pluviales des toitures de l'extension seront collectées dans le bassin incendie (500 m3) créé au Nord de la parcelle. Lorsque celui-ci sera plein, les EP seront dirigées vers la nouvelle zone d'infiltration (800 m3) créée à l'Est de l'extension.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries seront rejetées dans le réseau public de la commune après passage par séparateur à hydrocarbures au débit autorisé.</p> <p>Concernant le rejet des eaux pluviales, l'exploitant a pris contact avec le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>	C
<p><b>1.6.5. Eaux domestiques</b></p>			
<p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	Plan des réseaux	Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative.	C



PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
		<i>Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</i>	
<b>1.7. Déchets</b>			
<b>1.7.1. Généralités</b>			
<p><i>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul>	Dispositions mises en place	Les déchets du site feront l'objet d'un tri spécifique en fonction de leur nature et des filières de valorisation retenues	C
<b>1.7.2. Stockage des déchets</b>			
<p><i>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</i></p> <p><i>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</i></p>		Le stockage s'effectuera dans des bennes étanches avant évacuation vers les filières spécifiques.	C
<b>1.7.3. Gestion des déchets</b>			
<p><i>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</i></p>		Le traitement des déchets sera réalisé dans des filières adaptées Un registre des déchets sera établi par l'exploitant. Aucun brûlage à l'air libre ne sera effectué sur le site.	C
<b>1.8. Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration</b>		<b>Non concerné : Le site sera classé sous le régime de l'Enregistrement</b>	
<b>2. Règles d'implantation</b>			
<p><b>I. Pour les installations soumises à enregistrement</b> ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>, cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021.</li> </ul>		Les résultats des modélisations des effets thermiques en cas d'incendie réalisées conformément à la méthode FLUMILOG, montrent que les flux de 3 kW/m <sup>2</sup> (effets irréversibles) et les flux létaux de 5kW/m <sup>2</sup> restent dans les limites de propriété. Les calculs de flux thermiques sont joints en annexe 10.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>),</p>		<p>Les résultats des modélisations des effets thermiques en cas d'incendie réalisées conformément à la méthode FLUMILOG, montrent que les flux de 3 kW/m<sup>2</sup> (effets irréversibles) et les flux létaux de 5kW/m<sup>2</sup> restent dans les limites de propriété.</p> <p>Les calculs de flux thermiques sont joints en annexe 10.</p>	C
<p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG « compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées » (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées « à hauteur de cible » par des études spécifiques dans le cas contraire. <b>Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</b></p>	<p>Plan d'implantation de l'installation (avec également l'implantation des tiers évoqués)</p> <p>Éléments principaux utilisés pour mettre en œuvre la méthode FLUMILOG (ou descriptif détaillé de la méthode utilisée si FLUMILOG n'est pas adapté)</p> <p>Conclusions du calcul par la méthode FLUMILOG (ou de l'autre méthode le cas échéant)</p> <p>Plan détaillé des stockages avec les différents niveaux prévus</p>	<p>Les parois extérieures du nouveau bâtiment sont implantées à une distance égale à 20 m de l'enceinte de l'établissement.</p> <p>Par ailleurs, les résultats des modélisations des effets thermiques en cas d'incendie réalisées conformément à la méthode FLUMILOG, montrent que les flux de 3 kW/m<sup>2</sup> (effets irréversibles) et les flux létaux de 5kW/m<sup>2</sup> restent dans les limites de propriété. (bâtiment existant et extension).</p> <p>Les calculs de flux thermiques sont joints en annexe 10.</p>	C
<p><b>II. Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site.</b></p>		Non concerné : le site est classé à enregistrement.	SO
<p><b>III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</b></p>		Seules les bennes déchets seront implantées à moins de 10 m des parois externes de l'entrepôt. Celles-ci seront équipées d'un système d'extinction automatique incendie adapté.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><b>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</b></p> <p>« Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <p>« - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</p> <p>« - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de <a href="#">l'arrêté du 3 octobre 2010</a>, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de <a href="#">l'arrêté du 3 octobre 2010</a>. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p>		Aucun autre stockage extérieur ne sera effectué à moins de 10 m des parois externes de l'entrepôt.	
<p><b>Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025.</b> Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1 m<sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.</p> <p>A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.</p>		L'installation est une installation nouvelle.	SO
<b>3. Accessibilité</b>			
<b>3.1. Accessibilité au site</b>			
<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>	Localiser les accès sur un plan.	<p>Le site disposera en permanence d'un accès aux services de secours.</p> <p>Des panneaux accès Sapeurs-pompiers et arrêt/stationnement interdit seront implantés.</p> <p>Les différents accès existants et prévus sont détaillés dans le rapport du dossier d'Enregistrement.</p>	C
<p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation <b>stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de</b></p>	Fournir un plan de stationnement	Un parking VL sera aménagé et n'empêchera pas l'accès des engins de secours.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><b>circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</b></p>			
<p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>		<p>Le site disposera en permanence d'un accès aux services de secours</p> <p>- Accès PL : L'accès restera comme existant – côté extension une zone de retournement sera créée.</p> <p>-Accès VL : L'accès reste comme existant – un accès supplémentaire est prévue pour le parking VL) – le personnel entre par la zone locaux sociaux ( entrée supplémentaire )</p>	C
<p><b>3.2. Voie « engins »</b></p>			
<p><b>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>- l'accès au bâtiment ;</li> <li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li> <li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p>	<p>Plan extérieur du site permettant de vérifier les largeurs et les rayons et de connaître la force de portance des différentes voies</p>	<p>Le site est accessible par une voie engin sur l'ensemble du périmètre du site et respecte l'ensemble de ces caractéristiques.</p>	C
<p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li> </ul>		<p>La largeur des voies engins est au minimum de 6m, permettant les retournements des engins. Chaque point de l'entrepôt est à moins de 60m de la voie engin.</p> <p>Le positionnement des voies engins est représenté sur le plan de masse. (Voir Annexe 18).</p>	C
<p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>		<p>La voie engin permet de faire l'ensemble du périmètre du site.</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<i>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</i>		Le positionnement de la voie engin est précisé sur le plan de masse joint en Annexe 18 du dossier d'Enregistrement.	C
<b>3.3. Aires de stationnement</b>			
<b>3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens</b>			
<i>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2.</i>	Plan extérieur de l'installation permettant de vérifier les largeurs et les rayons ainsi que l'emplacement des aires de mise en station des moyens aériens, et de connaître leur force de portance.	Des aires de mise en station des moyens aériens seront mises en place à proximité des murs séparatif accessible depuis la voie engin. Celles-ci sont représentées sur le plan de masse joint en Annexe 18.	C
<i>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</i>		4 aires de mise en station des moyens aériens seront mises en place à proximité des murs séparatif accessible depuis la voie engin. Les aires de station aériens seront entretenues et maintenues dégagées en permanence	C
<i>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</i>		La longueur des murs coupe-feu reliant les façades est supérieure à 50 m. Les deux façades du bâtiment seront desservies par des aires de station des moyens aériens.	C
<i>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m2 d'autres cellules sont :</i> - soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ; - soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.		Les murs coupe-feu séparant les cellules de plus de 6 000 m <sup>2</sup> sont équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités. Il en est de même pour le mur coupe-feu séparant le bâtiment existant de l'extension.	C
<i>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une</i>		L'entrepôt n'est situé qu'au Rez de chaussée ;	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><b>largeur minimale de 0,9 mètre.</b> Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p>			
<p><b>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</li> <li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul>		<p>Les aires de mise en station des moyens aériens respecteront les dispositions de ce point et seront mise en place à proximité des murs séparatifs accessible depuis la voie engin.</p> <p>Les emplacements seront balisés au sol par la Société IMMALDI ET COMPAGNIE.</p>	C
<p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ;</li> <li>- la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ;</li> <li>- la cellule ne comporte pas de mezzanine.</li> </ul>		<p>Les cellules de stockage ont une superficie &gt; 2000 m<sup>2</sup></p>	SO
<p><b>3.3.2. Aires de stationnement des engins</b></p>			
<p><b>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie.</b></p> <p><b>Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</b></p>	<p>Plan extérieur de l'installation permettant de vérifier les largeurs et les rayons ainsi que l'emplacement des aires de stationnement des engins, et de connaître leur force de portance.</p>	<p>Les aires de stationnement des engins respectant les dispositions de ce point depuis la voie engin sont en place.</p> <p>Les emplacements seront balisés au sol par la Société IMMALDI ET COMPAGNIE.</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>		<p>Les aires de stationnement des engins respectant les dispositions de ce point depuis la voie engin sont en place.</p> <p>Les emplacements seront balisés au sol par la Société IMMALDI ET COMPAGNIE.</p>	C
<p><b>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</li> <li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li> </ul>		<p>Les aires de stationnement des engins respectant les dispositions de ce point depuis la voie engin sont en place.</p>	C
<p><b>3.4. Accès aux issues et quais de déchargement</b></p>			
<p><b>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</b></p>	<p>Sur une carte localiser les accès et les rampes dévidoir.</p>	<p>Voir le plan en Annexe 18..</p>	C
<p><b>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</b></p>			C
<p><b>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</b></p>			C
<p><b>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, l'alinéa précédent n'est pas applicable.</b></p>		<p>Toutes les issues de la cellule débouchent directement en façade (côté quai de chargement et côté voie engin dédiée)</p>	C
<p><b>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant</b></p>			C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><b>depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</b></p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>			
<p><b>3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours</b></p>			
<p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;</li> </ul> <p>Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p>	Plan de l'installation	Les documents seront tenus à jour et tenus à la disposition des secours, et annexés au PDI.	C
<p><b>4. Dispositions constructives</b></p>			
<p>« Les dispositions constructives visent à ce que la <b>cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</b></p> <p>« L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p>	Plan détaillé de l'installation et précision des matériaux utilisés pour chacune des prescriptions	<p>Toutes les dispositions constructives du présent point seront appliquées au projet de la Société ALDI.</p> <p>L'étude de ruine de structure (sera transmise ultérieurement par la société IMMALDI ET COMPAGNIE).</p> <p>Les bureaux administratifs et locaux techniques seront séparés des cellules de stockage par des murs REI 120.</p>	C
<p>« <b>L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées.</b> »</p>		L'ensemble de la structure est à minima R15 (bâtiment existant et extension).	C
<p><b>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</b></p>		Le bâtiment existant ainsi que l'extension sont pourvues d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.	C



PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<b>Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</b>		Les éléments de support de la toiture couverture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 (acier et/ou béton)	C
<b>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</b> - ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m <sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.		Les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0.	C
<b>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</b>		Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).	C
<b>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</b>		Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.	C
<i>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</i>		L'entrepôt n'est situé qu'au Rez de chaussée et est inférieur à 13,70m	SO
<i>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont enclouonnés par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</i>		L'entrepôt n'est situé qu'au Rez de chaussée, ne comporte pas de sous-sol et est inférieur à 13,70m de hauteur.	SO
<i>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</i>		L'extension ne comporte pas d'ateliers d'entretien du matériel ou de locaux (ERP, bureaux assimilés) autres que les bureaux de quais.	C
<b>A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont</b>		les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><i>également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'une ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.</i></p>		<p>ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes)</p>	
<p><i>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</i></p>		<p>Les justificatifs attestant du respect de ces prescriptions seront conservés.</p>	C
<p><i>En ce qui concerne les cellules et chambres frigorifiques, les conditions d'application de ce point sont précisées au point 27.1 de la présente annexe.</i></p>		<p>L'extension sera pourvue d'une chambre frigorifique</p>	SO
<p><b>5. Désenfumage</b></p>			
<p><i>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</i></p>	<p>Plan montrant l'emplacement des écrans de cantonnement et des exutoires, ainsi que des ouvrants dans le cas des cellules à plusieurs niveaux Description du dispositif choisi Superficie des toitures et des ouvertures Surface utile des exutoires par canton et superficie de chaque canton et positionnement sur le plan Surface des amenées d'air prévues et mode de calcul</p>	<p>Les nouvelles cellules de stockage seront conformes aux dispositions de ce point. Voir plan de masse en Annexe 19.</p>	C
<p><i>Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre « , sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ».</i></p>		<p>Les écrans de cantonnement du nouveau bâtiment seront installés conformément aux dispositions de ce point par la société IMMALDI ET COMPAGNIE.</p> <p>Les écrans de cantonnement du bâtiment existant respectent ces dispositions.</p>	C
<p><i>La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieur ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</i></p>		<p>Cette distance sera supérieure à 0,5 m</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>		<p>Le bâtiment est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées. Les dispositifs automatiques seront installés par la Société IMMALDI ET COMPAGNIE. La surface utile des exutoires n'est pas inférieure à 2%.</p>	C
<p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p>			C
<p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés.</p>		<p>Pour la partie extension :</p> <p>Les exutoires de fumées sont disposés en partie haute de la toiture de ces cantons à concurrence d'une surface utile de désenfumage supérieure à 2% de la superficie de chaque canton.</p>	C
<p>Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p>		<p>Nouveau bâtiment (extension) : Les dispositifs d'évacuation des fumées ne sont pas implantés à moins de 7m des murs coupe-feu.</p>	c
<p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes.</p>		<p>Les commandes manuelles des exutoires sont installées en deux points opposés de l'entrepôt et facilement accessibles aux services de secours au sein du bâtiment existant. Il en sera de même sur l'extension.</p>	C
<p>Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p>			C
<p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur</p>		<p>Concernant l'extension, les amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton seront réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>	C
<p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p>		<p>L'entrepôt est à simple rez-de-chaussée sans sous-sol.</p>	SO
<p><b>5.1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie</b> Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt.</p>		<p>Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.</p>	SO

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<i>Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.</i>		Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.	SO
<i>Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</i>		Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.	SO
<i>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.</i>		Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.	SO
<i>Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</i>		Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.	SO
<i>Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers du local considéré. Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</i>		Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.	SO
<i>Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</i>		Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.	SO
<i>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</i>		Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.	SO
<i>Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021.</i>		Il n'est pas prévu de locaux techniques présentant des risques d'incendie à l'intérieur de l'entrepôt.	SO
<b>6. Compartimentage</b>			
<i>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</i>	Plan détaillé de l'installation et précision des matériaux utilisés pour chacune des prescriptions	L'extension prévoit la création de deux nouvelles cellules de stockage. 1 cellule comprenant le stockage de frais et de sec. La seconde cellule pour le stockage du sec. L'ensemble des cellules sera pourvu d'un système d'extinction automatique de type sprinkler adapté au risque et aux matières stockées. Voir le plan en pièce jointe n° 3.	C
<i>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m<sup>3</sup>, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</i>		Le volume des matières maximum susceptible d'être stockées ne dépassera pas 600 000 m <sup>3</sup>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><b>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</b></p> <p>- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;</p>		<p>Les parois séparatives entres cellules existantes et projetées sont REI 120.</p> <p>Le degré de résistance au feu de ces murs est aisément repérable à chacune de leurs extrémités.</p>	C
<p>- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois.</p> <p>« La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;</p>		<p>- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois.</p> <p>La fermeture automatique des dispositifs d'obturation n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;</p>	C
<p>- les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;</p>			C
<p>- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</p>		L'extension respectera cette disposition.	C
<p><b>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.</b></p>		<p><b>Extension</b></p> <p>La toiture sera recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.</p>	C
<p>Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.</p>		L'extension respectera cette prescription. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 (membrane PVC).	C
<p>Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p>			SO
<p>- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</p>		Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 m la couverture entre le bâtiment existant et l'extension prévue.	C
<p><b>7. Dimensions des cellules</b></p>			

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p>	<p>Plan détaillé de l'installation montrant l'emplacement précis des murs REI 120 et des stockages</p> <p>Démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p>	<p>L'extension prévoit la création de deux nouvelles cellules de stockage de 14 020 m<sup>2</sup>. L'extension sera composée d'une cellule pour le stockage du sec 1510 et le frais 1511, et enfin une autre cellule pour le sec (1510). La hauteur de la cellule est inférieure à 12 m.</p> <p>L'ensemble des cellules sera pourvu d'un système d'extinction automatique de type sprinkler adapté au risque et aux matières stockées.</p> <p>Une étude de non ruine en chaîne est en cours de réalisation et vous sera transmise 3 mois après le début d'exploitation du nouveau bâtiment.</p>	<p>C</p>
<p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <p>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m<sup>2</sup> si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ;</p> <p>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m<sup>2</sup> et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.</p> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas</p>		<p>L'extension prévoit la création de deux nouvelles cellules de stockage de 14 020 m<sup>2</sup>. L'extension sera composée d'une cellule pour le stockage du sec 1510 et le frais 1511, et enfin une autre cellule pour le sec (1510). La hauteur de la cellule est inférieure à 12 m.</p> <p>L'ensemble des cellules sera pourvu d'un système d'extinction automatique de type sprinkler adapté au risque et aux matières stockées.</p> <p>Voir le plan en pièce jointe n° 3.</p>	<p>C</p>

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle <a href="#">des articles 3 à 5 de l'arrêté.</a></p>			
<b>8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles</b>			
<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p>	<p>Emplacement des matières dangereuses envisagées, le cas échéant</p> <p>Aménagements spécifiques prévus pour le stockage des matières dangereuses, le cas échéant</p>	<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne seront pas stockées dans la même cellule.</p>	C
<p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>		<p>Les matières dangereuses seront stockées au sein du bâtiment existant.</p> <p>Le stockage de ces matières respectera l'ensemble des prescriptions.</p> <p>Une rétention sera mise en œuvre soit par des bacs métalliques disposés en pied de rayonnage à palette au droit de l'entreposage des liquides dangereux, soit par une rétention en périphérie de la zone de stockage « grillagée ».</p>	C
<b>9. Conditions de stockage</b>			
<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage</p>	Aucun	<p>Une distance minimale sera maintenue entre le stockage et la base de la toiture ou plafond</p>	C
<p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>		<p>Aucun stockage en vrac n'est prévu dans l'entrepôt.</p>	SO
<p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p>		<p>Le stockage effectué en masse respectera les caractéristiques du présent point.</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.			
« La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.		Le stockage des matières dangereuses s'effectuera au sein du bâtiment existant. Celui-ci n'excèdera pas la hauteur de 5 m de stockage.	C
En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ; - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.			C
Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins <a href="#">des rubriques 2662</a> ou <a href="#">2663</a> , au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.		Aucun stockage en mezzanine n'est prévu.	C
Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. « Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.		Disposition applicable à compter du 1er janvier 2023.	SO
Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m <sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.		Disposition applicable à compter du 1er janvier 2026.	SO
<b>10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux</b>			
Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.	Indication des aires et locaux susceptibles d'être concernés, le reste sera vérifié en inspection Note de calcul du volume de confinement nécessaire	Une rétention répondant aux exigences de ce point sera mise en place	C



PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés <a href="#">par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748</a>, ou <a href="#">4510</a> ou <a href="#">4511</a> pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p>			C
<p><b>11. Eaux d'extinction incendie</b></p>			
<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>	<p>Plan des dispositifs de confinement des eaux incendies</p> <p>Note de calcul du volume nécessaire au confinement des eaux incendie</p>	<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre,</p>	C
<p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p>		<p>La rétention des Eaux d'extinction incendie du site global en cas de sinistre, par fermeture d'une vanne automatique en aval du bassin et en amont du point de rejet sur le fossé public.</p> <p>Une étude hydraulique complète sera réalisée en phase Exécution pour préciser les caractéristiques techniques de ces ouvrages.</p>	C
<p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p>		<p>Non concerné</p>	SO
<p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>		<p>Des vannes de barrage seront présentes sur le site. Le dispositif de fermeture en cas d'incendie est automatique.</p>	C
<p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;</li> <li>- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p>		<p>Le volume a été calculé selon le document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition 2020) dont le résultat est :</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020).</p>		Volume à mettre en rétention : 3160 m <sup>3</sup> .	
<p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>		<p>la rétention des EEI du site global en cas de sinistre, par fermeture d'une vanne en aval du bassin et en amont du point de rejet sur le fossé public.</p> <p>Une étude hydraulique complète sera réalisée en phase Exécution pour préciser les caractéristiques techniques de ces ouvrages.</p>	C
<b>12. Détection automatique d'incendie</b>			
<p><b>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</b></p>	<p>Description du système de détection et liste des détecteurs avec leur emplacement</p> <p>Étude spécifique lorsque la détection est assurée par le système d'extinction automatique</p>	Un système de détection automatique est installé au niveau de l'Extension.	C
<p><b>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</b></p>		Le système de détection sera adapté au type de stockage réalisé.	C
<p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>		La détection actionnera une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclencherà le compartimentage de la cellule sinistrée.	C
<b>13. Moyens de lutte contre l'incendie</b>			

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p>	<p>Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux et réserves éventuelles</p> <p>Mesures prises pour assurer la disponibilité en eau</p> <p>Note de dimensionnement du ou des bassins</p> <p>Règles appliquées selon la D9 ou étude spécifique si la règle n'est pas complètement appliquée.</p> <p>Le cas échéant, plan de situation des bassins utilisés pour le recyclage de l'eau et du positionnement des aires de stationnement des engins</p> <p>Nature des engins d'extinction et nombre d'extincteurs prévus. Le reste des dispositions sera contrôlé en inspection</p>	<p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <p>Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum.</p>	C
<p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p>		<p>La cellule comportera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des extincteurs répartis et adaptés au risque à circonscrire.</li> </ul>	C
<p>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</p>		<p>Des robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</p> <p>Pour la zone froid négatif, les robinets d'incendie armés sont positionnés hors de cette zone, mais auront des longueurs de tuyaux suffisantes pour accéder en tout point de cette unique zone froid négatif.</p>	C
<p>« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p>			SO

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>		<p>Les besoins en eau calculés à partir de la D9 sont de 630 m<sup>3</sup>/h</p> <p>Le volume a été calculé selon le document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2020) dont le résultat est :</p> <p>Débit requis d'extinction nécessaire : 630 m<sup>3</sup>/h Volume à mettre en rétention : 3160 m<sup>3</sup></p> <p>Le détail du calcul du besoin en eau figure en annexe 11 et 12.</p>	C
<p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>		L'ensemble de ces éléments vous seront transmis au plus tard 3 mois après le début d'exploitation du site après extension.	C
<p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p>		Un plan localisant l'ensemble de ces points d'eau incendie a été transmis au SDIS.	C
<p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>		Des téléphones sont à disposition dans l'entrepôt	C
<p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>		Le système d'extinction automatique sera dimensionné et implanté en accord avec l'assureur de l'exploitant.	C
<p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p>		Un exercice de défense incendie sera organisé dans le trimestre qui suit le début d'exploitation de l'extension.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>		<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, recevront une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>	C
<b>14. Evacuation du personnel</b>			
<p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac</p>	<p>Plan détaillé du stockage montrant l'emplacement des issues de secours</p>	<p>Les issues de secours du bâtiment seront réparties judicieusement pour permettre une évacuation rapide du personnel.</p> <p>Un exercice d'évacuation sera réalisé par l'exploitant.</p> <p>Voir le plan en pièce jointe n° 3.</p>	C
<p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p>		<p>Les issues de secours du bâtiment seront réparties judicieusement pour permettre une évacuation rapide du personnel</p>	C
<p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>		<p>Un exercice d'évacuation incendie est réalisé tous les 6 mois au sein du bâtiment existant.</p> <p>Il en sera de même avec l'extension.</p>	C
<b>15. Installations électriques et équipements métalliques</b>			
<p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées</p>	<p>Règlements ou normes pris en compte</p>	<p>Les installations se conformeront à la NFC15-100</p> <p>Le local recharge batterie (mitoyen au local transformateur) aura :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des parois REI120</li> <li>• es portes EI2 120C munies d'un ferme-porte.</li> </ul>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<i>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</i>		L'interrupteur permettant de couper l'alimentation générale de la cellule sera situé à proximité d'une issue	C
<i>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</i>			C
<i>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</i>		Le local transformateur accolé à cette extension aura : • Des parois REI120 • Des portes EI2 120C munies d'un ferme-porte.	C
<i>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</i>	ARF et étude technique	L'installation de protection contre la foudre sera étendue à cette extension L'Analyse de Risque Foudre est jointe en Annexe 21	C
<b>« Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation/l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait. »</b>			
<b>16. Eclairage</b>			
<i>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</i>		L'éclairage est e type électrique.	C
<i>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</i>		Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.	C
<i>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</i>	Matériaux prévus	Le nouveau bâtiment ne prévoit pas d'utilisation de lampes à vapeur de sodium ou de mercure. Le bâtiment existant utilise un éclairage électrique de type LED.	C
<b>17. Ventilation et recharge de batteries</b>			

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><i>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</i></p> <p><i>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</i></p> <p><i>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</i></p>	Plan avec localisation des débouchés à l'extérieur de la ventilation des locaux	<p>Le bâtiment existant dispose d'un local de charge des batteries.</p> <p>Un second local de charge sera créé dans le cadre de l'extension.</p> <p>Les locaux sont convenablement ventilés afin d'éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p>	C
<p><i>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</i></p> <p><i>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</i></p> <p><i>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</i></p>	Plan d'implantation des locaux de charge	<p>Le bâtiment existant dispose d'un local de charge.</p> <p>Un local recharge batterie (mitoyen au local transformateur) sera ajouté dans le cadre de l'extension et aura :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des parois REI120</li> <li>• Des portes EI2 120C munies d'un ferme-porte</li> </ul> <p>Une détection hydrogène est présente dans le local existant. Il en sera de même au sein du nouveau local de charge.</p>	C
<b>18. Chauffage</b>			
<b>18.1. Chaufferie</b>			
<p><i>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</i></p> <p><i>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul>	Règlement ou norme pris en compte Mode de chauffage prévu Plan de l'installation Plan des canalisations comprenant les vannes	<p>Le bâtiment existant dispose d'une chaufferie.</p> <p>Il n'est pas prévu de créer une chaufferie supplémentaire dans le cadre de l'extension.</p> <p>Le bâtiment existant dispose de 3 chaudières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 chaudière de 754 kW</li> <li>• 1 chaudière de 754 kW</li> <li>• 1 chaudière de 145 kW</li> </ul>	
<b>18.2. Autres moyens de chauffage</b>			
<p><i>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</i></p>	Règlement ou norme pris en compte		C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;</li> <li>- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;</li> <li>- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;</li> <li>- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</li> <li>- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</li> <li>- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;</li> <li>- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</li> <li>- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</li> <li>- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</li> <li>- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.</li> </ul> <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p>	<p>Mode de chauffage prévu Plan de l'installation Plan des canalisations comprenant les vannes</p>	<p>Le bâtiment existant dispose de 3 chaudières fonctionnant au gaz :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 chaudière de 754 kW</li> <li>• 1 chaudière de 754 kW</li> <li>• 1 chaudière de 145 kW</li> </ul> <p>Le chauffage dans l'entrepôt est réalisé avec des aérothermes.</p>	



PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>			
<b>19. Nettoyage des locaux</b>			
<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	Exigences retenues à la lumière des risques pouvant exister	Le nettoyage des locaux est réalisé à l'aide d'une balayeuse. Celle-ci est déployée quotidiennement. Les locaux sont également nettoyés avec de l'eau.	C
<b>20. Travaux de réparation et d'aménagement</b>			
<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa « point 3.5 », les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	Aucun	Les Procédures de permis de feu et de plan de prévention seront mises en place au sein du site avec mode opératoire et ronde en fin de travaux conformément aux exigences mentionnées dans ce point.	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>			
<p><b>21. Consignes</b></p>			
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li> <li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li> <li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>	<p>Liste des consignes prévues</p>	<p>Toutes les procédures et consignes seront mises en place pour l'exploitation du site.</p>	<p>C</p>
<p><b>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</b></p>			
<p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p>	<p>Mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire</p>	<p>L'exploitant sera en charge de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (tenue d'un registre de vérifications) et de la mise en place de mesures de réduction du risque incendie en cas d'indisponibilité du système de sprinklage : pas de travaux prévus pendant les périodes de maintenance, interdiction donc de délivrance de</p>	<p>C</p>

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><i>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</i></p> <p><i>L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.</i></p>	<p>du système d'extinction automatique d'incendie.</p>	<p>permis de feu et mise en place de rondes. Les opérations d'entretien et de maintenance des installations seront réalisées conformément aux prescriptions minimales d'entretien fixées par les fournisseurs de chaque équipement et/ou les référentiels en vigueur.</p>	
<p><b>23. Plan de défense incendie</b></p>			
<p><i>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</i></p> <p><i>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</i></p> <p><i>Le plan de défense incendie comprend :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul>	<p>Le cas échéant, plan de défense incendie.</p>	<p>Un Plan de Défense Incendie sera établi par la société IMMALDI ET COMPAGNIE pour l'ensemble de la plateforme (existant + extension).</p>	<p>C</p>

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</li> <li>- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</li> </ul> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>			
<b>24. Bruits</b>			
<b>24.1. Valeurs limites de bruit</b>			
Au sens du présent arrêté, on appelle :	Aucun		

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>									
<p>- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>- zones à émergence réglementée ;</p> <p>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</p> <p>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</p> <p>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="138 751 1055 1102"> <thead> <tr> <th data-bbox="138 751 461 927">NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th data-bbox="461 751 781 927">ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th> <th data-bbox="781 751 1055 927">ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="138 927 461 1034">Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="461 927 781 1034">6 dB (A)</td> <td data-bbox="781 927 1055 1034">4 dB (A)</td> </tr> <tr> <td data-bbox="138 1034 461 1102">Supérieur à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="461 1034 781 1102">5 dB (A)</td> <td data-bbox="781 1034 1055 1102">3 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)		<p>Des mesures bruits ont été réalisées. Les résultats en limite de propriété et en Zone d'émergence réglementée sont conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>Une non-conformité a été relevée en limite de propriété ou le niveau sonore est à 62,5 dB au lieu des 60 dB réglementaire.</p> <p>Voir rapport en Annexe 14.</p>	C
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)										
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)										
<b>24.2. Véhicules. - Engins de chantier</b>												

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	Engins prévus	L'exploitant respectera ces dispositions.	C
<b>24.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</b>			
<p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</p>	Aucun	<p>Une mesure de bruit a été réalisée en limite de propriété et en ZER le 29 et 30 juin 2021 sur site. Les résultats sont conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>Une non-conformité a été relevée en limite de propriété ou le niveau sonore est à 62,5 dB au lieu des 60 dB réglementaire.</p>	C
<b>25. Surveillance</b>			
<p><b>25. Surveillance et contrôle des accès</b></p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</p>	Description du système de surveillance	<p>Le site est exploité de 2h à 22h. En dehors des heures d'exploitation des rondes sont effectuées ponctuellement par un gardien.</p> <p>Le bâtiment est télé-surveillé en permanence.</p>	C
<b>26. Remise en état après exploitation</b>			
<p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconfort. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</li> <li>- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</li> </ul>		NON CONCERNE – Site en exploitation	SO
<b>27. Dispositions spécifiques applicables aux cellules et chambres frigorifiques</b>			

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><b>27.1. Dispositions constructives</b>  <i>Par dérogation aux dispositions constructives correspondantes fixées au point 4 (5e, 7e au 11e alinéa) de l'annexe II, pour les cellules frigorifiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parois extérieures des cellules frigorifiques construites en matériaux a minima Bs3 d0 ;</li> <li>- les isolants de support de couverture de toiture sont réalisés en matériaux a minima Bs3 d0 ;</li> <li>- la couverture de toiture surmontant un comble satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). Dans les autres cas, la couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ou les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 2 mètres la couverture du bâtiment au droit du franchissement et la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 10 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux a minima A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.</li> </ul> <p><i>Les autres dispositions du point 4 de la présente annexe sont applicables aux cellules frigorifiques.</i></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- les parois extérieures des cellules frigorifiques construites en matériaux a minima Bs3 d0 ;</li> <li>- les isolants de support de couverture de toiture sont réalisés en matériaux a minima Bs3 d0 ;</li> <li>- la couverture de toiture surmontant un comble satisfait la classe et l'indice BROOF (t3).</li> </ul>	C
<p><b>27.2. Désenfumage</b>  <i>Les prescriptions du point 5 de l'annexe II s'appliquent aux combles de toutes les cellules et chambres frigorifiques et aux cellules et chambres frigorifiques (surmontées ou non de combles) ayant des températures de stockage des produits strictement supérieures à 10 °C.</i>  <i>Par dérogation aux dispositions fixées au point 5 de l'annexe II, les cellules et chambres frigorifiques ayant des températures de stockage des produits inférieures ou égales à 10 °C sont :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit équipées d'installations de désenfumage adaptées. Si elles sont différentes de celles prévues aux points 5 de l'annexe II, leur efficacité est justifiée par un organisme compétent en matière de désenfumage et l'exploitant intègre la procédure opérationnelle d'utilisation au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie ;</li> <li>- soit non désenfumées. L'exploitant précise clairement au niveau des cellules et chambres concernées qu'elles ne sont pas désenfumées et intègre les dispositions adaptées au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie.</li> </ul> <p><i>En complément aux dispositions fixées au point 5 de l'annexe II, les commandes manuelles ne sont pas placées à l'intérieur des zones à température négative.</i></p>		<p>Les zones froid (4/6°C) et froid négatif (-24°C) faisant partie de la même cellule (extension) ne sont pas désenfumées conformément au §27.2 de l'arrêté du 24/09/2020. Seul un écran de cantonnement la sépare des cantons désenfumés.</p> <p>En contrepartie, l'exploitant précise clairement au niveau de ces zones concernées qu'elles ne sont pas désenfumées et intègre les dispositions adaptées au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie.</p>	C
<p><b>27.3. Dimensions des cellules</b>  <i>Par dérogation au premier alinéa du point 7 de l'annexe II, dans le cas des cellules frigorifiques à température négative, la surface maximale des cellules à température négative dépourvues de système d'extinction automatique d'incendie est portée à 4 500 mètres carrés en présence d'un système de détection haute sensibilité avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure. Pour ces cellules, le temps total entre le déclenchement de l'alarme et la première intervention est inférieur à 20 minutes. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt comportant des cellules à température négative, l'exploitant organise un test du dispositif prévu au présent alinéa. Ce test fait l'objet d'un compte rendu conservé au moins deux ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Ce test est renouvelé tous les ans.</i>  <i>Les autres dispositions du point 7 de la présente annexe sont applicables aux cellules frigorifiques.</i></p>		<p>La surface de la zone de froid négatif dans l'extension sera inférieure à 4500 m<sup>2</sup>.</p> <p>De plus, celle-ci sera pourvue d'un système d'extinction automatique de type sprinkler.</p>	C

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><b>27.4. Conditions de stockage</b>  <i>Tout stockage est interdit dans les combles. Les combles sont accessibles en toutes circonstances. En complément et par dérogation aux dispositions correspondantes du point 9 de l'annexe II, dans le cas des cellules et chambres frigorifiques à température négative,</i>  - la distance par rapport aux parois de la cellule pour les stockages en rayonnage ou en palettier est supérieure ou égale à 0,15 mètre ;  - en l'absence de détection haute sensibilité pour les cellules à température négative, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent la disposition suivante : hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;  - les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables sont stockées de la manière suivante :  - les îlots au sol ont une surface limitée à 1 000 mètres carrés ;  - la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;  - la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres.</p>		<p>Aucun stockage ne sera effectué dans les combles.</p> <p>Le stockage respectera l'ensemble de ces prescriptions en tous points.</p>	C
<p><b>27.5. Détection automatique d'incendie</b>  <i>En complément des dispositions du premier alinéa du point 12 de l'annexe II, la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les combles.</i></p>		<p>La partie frais de l'extension ne comportera pas de comble.</p>	C
<p><b>27.6. Moyens de lutte incendie</b>  <i>En complément des dispositions du point 13 de l'annexe II, les robinets d'incendie armés sont positionnés hors chambres froides à température négative et ont des longueurs de tuyaux suffisantes pour accéder à toutes les zones de la chambre froide à température négative.</i></p>		<p>Pour la zone froid négatif (-24°C), les robinets d'incendie armés sont positionnés hors de cette zone, mais auront des longueurs de tuyaux suffisantes pour accéder en tout point de cette unique zone froid négatif.</p>	C
<p><b>27.7. Installations électriques</b>  <i>Les dispositions du point 15 de l'annexe II, sont complétées par les dispositions suivantes : Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.</i>  <i>En particulier, si les panneaux sandwichs ne sont pas A2 s1 d0, les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non propagateurs de flamme, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés. Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants.</i></p>		<p>Toutes les mesures seront prises pour éviter l'occurrence d'inflammation ou de propagation de fuite.</p> <p>Les installations électriques seront conformes à la réglementation en vigueur.</p>	C
<p><b>27.8. Equipements frigorifiques</b>  <i>Des détecteurs de gaz sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz frigorifique toxique pour l'homme. Dans ces zones, l'exploitant définit des</i></p>		<p>Des détecteurs de gaz sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être</p>	C



PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
consignes d'exploitation spécifiques et prévoit les équipements de protection individuelle nécessaires pour intervenir en sécurité. Ce point est applicable aux installations pour lesquelles la réglementation antérieure ne l'exigeait pas à compter du 1er janvier 2022.		génératrices de gaz frigorigère toxique pour l'homme	
<b>28. Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles</b>			
<b>Les dispositions du point 28 sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration ou le dépôt du dossier complet du dossier d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er juillet 2021. Elles ne sont pas applicables aux autres installations nouvelles ainsi qu'aux installations existantes. Néanmoins, en cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau bâtiment portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2021, ces dispositions sont applicables à l'extension, les dispositions du point 28 sont applicables à l'extension» Les dispositions du point 10 ne sont pas applicables aux cellules conformes au présent point.</b>		La quantité de liquides et solides liquéfiables combustibles et liquides inflammable sera inférieure à 500 tonnes au total.  Le bâtiment et l'extension ne sont donc pas concernés par ce point	SO
<b>28.1. Un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles. Cette disposition s'applique sans préjudice de la première phrase du point 7 de la présente annexe.</b> Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie prévu au point 23 de la présente annexe. L'exploitant précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système mis en place. Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, et le cas échéant de l'organisme de contrôle.		Non concerné	SO
<b>28.2. Collecte et rétention des écoulements</b> Chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles est divisée en zones de collecte d'une surface unitaire inférieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> et compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie ou dispositif équivalent prévu au point 28.1 de la présente annexe. A chacune des zones de collecte est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées.		Non concerné	SO

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<b>28.3 Disposition applicable en cas de rétention déportée</b>			
<p><b>I. Dispositif de drainage</b>  <i>Chacune des zones de collecte associée à une rétention déportée est associée à un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les liquides épandus et les eaux d'extinction d'incendie.</i></p>		Non concerné	SO
<p><b>II. Dispositif d'extinction des effluents enflammés</b>  <i>Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pare-flamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent.</i></p>		Non concerné	SO
<p><b>III. Le drainage, le dispositif d'extinction et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site, en particulier le trajet aérien ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux récipients mobiles ou bâtiments. Le réseau est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins ;</li> <li>- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents enflammés et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée ;</li> <li>- éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;</li> <li>- éviter tout débordement de la rétention déportée. Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. La capacité utile de la rétention est au moins égale au plus grand volume calculé pour chaque zone de collecte associée, prenant en compte 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé selon les dispositions du point 11 de la présente annexe.</li> <li>- éviter toute surverse de liquide lors de son arrivée éventuelle dans la rétention déportée ;</li> <li>- résister aux effluents enflammés, en amont du dispositif d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles.</li> </ul> <p><i>Le cas échéant, la rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu au point 11 de l'annexe 2.</i></p> <p><i>La rétention déportée et, si elle existe, la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.</i></p> <p><i>Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classés et de l'organisme de contrôle périodique.</i></p>		Non concerné	SO
<p><b>IV. Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée. En cas d'impossibilité technique justifiée de disposer d'un dispositif de drainage passif, l'écoulement vers la rétention associée peut être constitué d'un dispositif de drainage commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce</b></p>		Non concerné	SO

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTERIEL	Justificatif <sup>(1)</sup>	Dispositions prévues	Conformité <sup>(2)</sup>
<p><i>cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.</i></p> <p><i>En cas de mise en place d'un dispositif actif, les équipements nécessaires au dispositif (pompes, etc.) sont conçus pour résister aux effets auxquels ils sont soumis. Ils disposent d'une alimentation électrique de secours et, le cas échéant, d'équipement empêchant la propagation éventuelle d'un incendie.</i></p>			
<p><b>V.</b> <i>Le dispositif d'extinction ainsi que le dispositif de drainage font l'objet d'un examen approfondi périodiquement et d'une maintenance appropriée. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>		Non concerné	SO
<p><b>VI.</b> <i>L'exploitant intègre au plan d'intervention et consignes incendies prévues aux points 21 et 23, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant.</i></p> <p><i>Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</i></p>		Non concerné	SO
<p><b>VII.</b> <i>Implantation des rétentions déportées</i></p> <p><i>Pour les installations à autorisation et enregistrement, les rétentions déportées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir pour chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles prise individuellement associée. Cette disposition n'est pas applicable aux rétentions déportées enterrées ;</i></li> <li>- <i>sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150).</i></li> </ul> <p><i>Si elle existe, la fosse d'extinction est située en dehors des zones de flux thermiques de 5 kw/m<sup>2</sup> identifiées au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir pour chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles prise individuellement associée. Cette disposition n'est pas applicable aux fosses d'extinction enterrées ;</i></p> <p><i>Pour les installations à déclaration, les rétentions déportées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150).</i></li> </ul>		Non concerné	SO

<sup>(1)</sup> selon le tableau disponible sur le site internet [aida.ineris.fr](http://aida.ineris.fr)

<sup>(2)</sup> C = conforme, NC = non conforme, SO = sans objet